

## EDITORIAL / ÉDITORIAL

**Marco Alberio**, Alma Mater Studiorum, Università di Bologna

**Laurie Mook**, Arizona State University

Welcome to volume 16, issue 3, of the *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research* (CJNSER). In this issue, we feature five research articles and one contribution to the “Perspectives for the Field” section. Before we focus on describing the contents, we would like to thank, as always, all those who contributed to the success of this issue—first and foremost the authors and reviewers, the editorial board, and the technical support staff. The work of all these people is invaluable.

This issue brings together a set of contributions that reflect the breadth of contemporary challenges facing Canada’s nonprofit and social economy sector, beginning with community needs and progressing towards organizational adaptation, policy engagement, and financial governance. The first article, “Nonprofit Housing in Rural British Columbia: Needs, Opportunities, and Barriers” by **Erika Čížek** and **Damian Collins**, examines the growing housing affordability crisis in the rural communities of Kaslo and Nelson, British Columbia. Drawing on key informant interviews, the authors show how amenity migration, second-home ownership, and limited

Bienvenue au volume 16, numéro 3, de la *Revue canadienne de recherche sur les OSBL et l'économie sociale*. Dans ce numéro, nous présentons cinq articles de recherche et une contribution à la section « Perspectives sur le terrain ». Avant de vous présenter le contenu, nous tenons comme toujours à remercier tous ceux et celles qui ont contribué au succès de ce numéro, en premier lieu les auteurs et les évaluateurs, le comité de rédaction et le personnel de soutien technique. Le travail de toutes ces personnes est inestimable.

Ce numéro réunit un ensemble de contributions qui reflètent l'ampleur des défis contemporains auxquels est confronté le secteur à but non lucratif et de l'économie sociale au Canada, en commençant par les besoins communautaires et en progressant vers l'adaptation organisationnelle, l'engagement politique et la gouvernance financière. Le premier article, « Nonprofit Housing in Rural British Columbia: Needs, Opportunities, and Barriers » (« Logements à but non lucratif dans les zones rurales de la Colombie-Britannique : besoins, occasions et obstacles ») d'**Erika Čížek** et **Damian Collins**, examine la crise croissante de l'accessibilité au logement dans les communautés rurales de Kaslo et Nelson, en Colombie-

rental availability strain local housing markets, while nonprofit community housing providers, central actors in these regions, struggle with capacity limitations, infrastructure constraints, funding structures, and NIMBY attitudes. Čížek and Collins argue that regionally coordinated approaches and funding mechanisms sensitive to rural realities are essential to address these pressures.

The theme of basic needs continues with the contribution “Quand le plaisir de manger devient essentiel : repenser le soutien alimentaire par les organismes communautaires” [“When the Pleasure of Eating Becomes Essential: Rethinking Food Support by Community Organizations”] by **France Desjardins** and **Pierre-André Tremblay**, who explore how the pleasure of eating can be embedded in food assistance programs offered by Québec’s community organizations. Combining qualitative and quantitative methods, they demonstrate that free access to food does not necessarily ensure its consumption and that concepts such as pleasure, choice, and dignity should play a fundamental role in designing more effective, person-centred food security interventions. The authors’ findings encourage policymakers to adopt collective approaches that can allow individuals to reconnect with the joys of eating.

The question of organizational capacity is explored in “Biting the Hand that Feeds You? Exploring Whether (and How) Government Funding Constrains Charities’ Engagement in Public Policy” by **John Cameron**, **Heather**

Britannique. S’appuyant sur des entretiens avec des informateurs clés, les auteurs montrent comment la migration vers les zones d’agrément, la propriété de résidences secondaires et la disponibilité limitée de logements locatifs mettent à rude épreuve les marchés immobiliers locaux, tandis que les fournisseurs de logements communautaires à but non lucratif, acteurs centraux dans ces régions, sont confrontés à des limites de capacité, des contraintes d’infrastructure, des structures de financement contraignantes et des attitudes du genre « pas dans mon jardin ». Čížek et Collins soutiennent que des approches coordonnées au niveau régional et des mécanismes de financement adaptés aux réalités rurales sont essentiels pour faire face à ces défis.

Le thème des besoins fondamentaux se poursuit avec la contribution « Quand le plaisir de manger devient essentiel : repenser le soutien alimentaire par les organismes communautaires » de **France Desjardins** et **Pierre-André Tremblay**, qui explorent comment le plaisir de manger peut être intégré dans les programmes d’aide alimentaire proposés par les organismes communautaires du Québec. Combinant des méthodes qualitatives et quantitatives, les auteurs démontrent que le libre accès à la nourriture ne garantit pas nécessairement sa consommation et que des concepts tels que le plaisir, le choix et la dignité devraient jouer un rôle fondamental dans la conception d’interventions plus efficaces et centrées sur la personne en matière de sécurité alimentaire. En guise de conclusion, les auteurs encouragent les décideurs politiques à adopter des approches collectives qui permettraient aux individus de renouer avec les plaisirs de l’alimentation.

La question de la capacité organisationnelle est approfondie dans “Biting the Hand that Feeds You? Exploring Whether (and How) Government Funding Constrains Charities’ Engagement in Public Policy” [« Mordre la main qui vous nourrit ?

**Dicks**, and **Liam Swiss**, who revisit the long-standing debate on whether government funding constrains charities' policy engagement. Using Canada Revenue Agency data from 2003 to 2017, the authors examine reported "political activities" and challenge the widespread perception that public funding suppresses advocacy. Their results indicate that federally funded charities are, up to a point and with differences linked to organizational size, more likely to report political activities than those without federal support. Cameron, Dicks, and Swiss conclude that public funding influences how charities engage in policy advocacy in addition to determining whether they participate at all.

Two other articles focus on financial innovation and transparency within the social economy. In their contribution, "Community Bonds and Canada's Foundations: Rethinking Risk and Financial Outcomes," **Rheann Quenneville** and **Tessa Hebb** analyze community bonds as a tool for community wealth building in Canada. Despite strong alignment with local development objectives, community bonds remain underutilized due to information asymmetries and perceived risk. By compiling historical repayment data and developing a typology of investors, the authors propose that a bond rating system could reduce uncertainty, unlock capital, and support the scaling of community-based financing initiatives.

Examiner si (et comment) le financement public limite l'engagement des organismes de bienfaisance dans les politiques publiques »] par **John Cameron**, **Heather Dicks** et **Liam Swiss**, qui revisitent le débat de longue date sur la question de savoir si le financement public limite l'engagement des organismes de bienfaisance dans les politiques publiques. À partir de données de l'Agence du revenu du Canada pour la période 2003–2017, les auteurs examinent les « activités politiques » déclarées et remettent en question l'idée largement répandue selon laquelle le financement public freine le militantisme. Leurs résultats indiquent que les organismes de bienfaisance financés par le gouvernement fédéral sont, dans une certaine mesure et avec des différences liées à la taille de l'organisation, plus susceptibles de déclarer des activités politiques que ceux qui ne bénéficient pas d'un soutien fédéral. Cameron, Dicks et Swiss concluent que le financement public exerce une influence sur la manière dont les organismes de bienfaisance s'engagent dans la défense des politiques, en plus de déterminer s'ils y participent ou non.

Deux autres articles traitent de l'innovation financière et de la transparence dans l'économie sociale. Dans leur article intitulé « Community Bonds and Canada's Foundations: Rethinking Risk and Financial Outcomes » (« Les obligations communautaires et les fondations canadiennes : repenser les risques et les résultats financiers »), **Rheann Quenneville** et **Tessa Hebb** analysent les obligations communautaires en tant qu'outils de création de richesse communautaire au Canada. Les obligations communautaires, malgré leur forte adéquation avec les objectifs de développement local, restent sous-utilisées en raison d'asymétries d'information et de risques perçus. En compilant des données historiques sur les remboursements et en élaborant une typologie des investisseurs, les auteurs proposent qu'un système de classification des obligations pourrait réduire l'incertitude, débloquer des capitaux et soutenir la mise à l'échelle d'initiatives de financement communautaire.

Finally, **Melissa Wilson** and **Susan D. Phillips**, in “Through the Looking-Glass: Investment Transparency of Canadian Foundations,” examine the state of investment transparency among Canadian foundations. Although the federal government signalled in Budget 2022 its intention to strengthen reporting requirements, no action has yet been taken, leaving disclosure practices highly uneven. Through document analysis and interviews with sector leaders, Wilson and Phillips highlight significant barriers and inconsistencies in how foundations communicate their investment holdings, despite collectively stewarding approximately \$112 billion in long-term assets. They argue that stronger transparency practices are essential for promoting accountability and equity within the charitable sector.

This issue concludes with an article in the section titled “Perspectives for the Field.” In “*Services for Women Leaving Prison in Canada: Results of a Brief Environmental Scan*,” **Clare Heggie**, **Mirinda Bray**, and **Martha Paynter** present a national overview of community-based organizations that support women upon release from prison. The authors’ environmental scan identifies 86 community-based organizations across the ten provinces but reveals significant gaps in service provision—particularly in rural areas—and an acute shortage of housing options. The authors note that the rapid increase in the number of incarcerated women has not been matched by adequate investment in community organizations. They call for greater attention to, and investment in, community-based housing as both a crucial re-entry service and a meaningful alternative to incarceration.

Enfin, **Melissa Wilson** et **Susan D. Phillips**, dans « Through the Looking-Glass: Investment Transparency of Canadian Foundations » (« De l’autre côté du miroir : la transparence des investissements des fondations canadiennes »), examinent l’état de la transparence des investissements parmi les fondations canadiennes. Bien que le gouvernement fédéral ait signalé dans son Budget 2022 son intention de renforcer les exigences en matière de signalement, aucune mesure n’a encore été prise, ce qui laisse les pratiques de divulgation très inégales entre elles. À partir d’une analyse documentaire et d’entretiens avec des leaders du secteur, Wilson et Phillips mettent en évidence des obstacles et des incohérences importants dans la manière dont les fondations communiquent leurs placements, alors qu’elles gèrent collectivement environ 112 milliards de dollars d’actifs à long terme. Les auteures soutiennent que des pratiques de transparence plus strictes sont essentielles pour promouvoir la responsabilité et l’équité au sein du secteur caritatif.

Ce numéro se termine par un article dans la section « Perspectives sur le terrain ». Dans “*Services for Women Leaving Prison in Canada: Results of a Brief Environmental Scan*” (« Services pour les femmes sortant de prison au Canada : résultats d’une brève analyse de l’environnement »), **Clare Heggie**, **Mirinda Bray** et **Martha Paynter** présentent un aperçu national des organisations communautaires qui soutiennent les femmes à leur sortie de prison. L’analyse environnementale des auteures recense 86 organisations communautaires dans les dix provinces, mais révèle des lacunes importantes dans la prestation des services, en particulier dans les zones rurales, et une pénurie aiguë de logements. Les auteures soulignent que l’augmentation rapide du nombre de femmes incarcérées n’a pas été accompagnée d’investissements suffisants dans les organismes communautaires. Elles appellent à accorder une plus grande attention et à investir davantage dans le logement communautaire, qui constitue

As this diverse set of contributions demonstrates, Canada's nonprofit and social economy sector continues to evolve in response to shifting community needs, new policy landscapes, and emerging financial and organizational challenges. Together, all the contributions featured in this issue offer both critical insights and practical reflections that speak to the sector's ongoing resilience, creativity, and commitment to social change. We hope that readers will find in these pages not only rigorous scholarship but also inspiration for strengthening community action, advancing equitable policies, and fostering innovative approaches to social and economic wellbeing. We thank you once again for your continued engagement with the *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, and we look forward to sharing future work that deepens our collective understanding of this vital field.

à la fois un service essentiel à la réinsertion et une alternative significative à l'incarcération.

Comme le démontrent ces contributions variées, l'univers canadien des organismes sans but lucratif et de l'économie sociale continue d'évoluer en réponse aux besoins changeants des communautés, aux nouveaux contextes politiques et aux nouveaux défis financiers et organisationnels. Ensemble, toutes les contributions présentées dans ce numéro offrent à la fois des perspectives critiques et des cas concrets qui témoignent de la résilience, de la créativité et de l'engagement continu du secteur en faveur du changement social. Nous espérons que les lecteurs et lectrices trouveront dans ces pages non seulement des réflexions rigoureuses, mais aussi une source d'inspiration pour renforcer l'action communautaire, promouvoir des politiques équitables et favoriser des approches innovantes en matière de bien-être social et économique. Nous vous remercions une fois de plus pour votre engagement constant envers la *Revue canadienne de recherche sur les OSBL et l'économie sociale*, et nous sommes impatients de partager avec vous nos futurs travaux afin d'approfondir notre compréhension collective de ce domaine essentiel.